

## DONNEZ A LA SEULE ASSOCIATION QUI NE FAIT RIEN



Si vous avez remarqué une affiche du CCFD Terre Solidaire qui proclame ce slogan, elle a dû vous étonner, vous interpeller, et même peut-être vous faire sourire : qui peut avoir envie de faire un don à une association qui affiche son inaction ?

Pourtant elle dit quelque chose

d'essentiel du CCFD-Terre Solidaire, ce qui fait sa différence, sa vision singulière du développement, de la solidarité internationale et du partenariat.

Quel est en fait le message de cette campagne ? Non pas que le CCFD-Terre solidaire ne fait rien mais que sa lutte depuis 60 ans contre les causes structurelles de la faim qui est son identité et sa raison d'être, il la mène d'une manière originale : en effet il ne mène pas lui-même des projets mais au contraire il soutient des projets portés par des populations, aide à leur réalisation et donne ainsi à ceux qui sont sur place, qui connaissent le mieux les besoins et qui inventent des solutions pour lutter contre la faim adaptées au contexte, à la culture et aux moyens disponibles localement.

**Le CCFD Terre Solidaire ne fait pas à la place des populations concernées.** Pour cela il faut tout un travail d'accompagnement de ces partenaires locaux et une collecte régulière de fonds pour assurer cet accompagnement. Et c'est ce que fait le CCFD Terre Solidaire en travaillant à sensibiliser le plus de personnes possibles aux causes structurelles de la faim et à sa manière de les combattre.

**Alors pourquoi cette campagne audacieuse, voire provocatrice ?**

Parce que le CCFD Terre Solidaire a besoin d'être davantage connu pour mener à bien ses missions qui nécessitent à la fois de collecter de fonds et de recruter de nouveaux bénévoles.

L'objectif de cette nouvelle campagne est de capter l'attention, de marquer les esprits de celles et ceux qui ne le connaissent pas !

Une fois capté l'intérêt du public, le message secondaire de la campagne explique, au contraire, comment agit le CCFD Terre Solidaire : **« Depuis 60 ans, nous donnons à ceux et celles qui vivent sur place les moyens de développer des solutions durables contre la faim »**.

En résumé, cette campagne entend traduire le mode d'action qui est au cœur de l'ADN du CCFD Terre Solidaire : **ne jamais faire « à la place de » mais « faire avec » !**

**ON NE FAIT RIEN ET CA CHANGE TOUT**

## LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Préparée depuis des mois, une loi d'orientation agricole (LOA) devait être votée par le parlement au 1<sup>er</sup> semestre 2024. La mobilisation des équipes plaidoyer du CCFD-Terre solidaire a été importante compte tenu des enjeux de justice économique que sous-tend la politique agricole de la France tant sur le plan intérieur que sur le plan des échanges avec les autres pays, notamment les pays en développement :



- **Ne pas bâtir notre souveraineté alimentaire au détriment de celles des autres,**
- **Arrêter, au moins diminuer fortement, les importations des intrants qui déséquilibrent les économies ou les environnements locaux,**
- **Faire évoluer les modèles agricoles vers des pratiques durables, notamment vers les techniques agroécologiques.**

Un projet a d'abord été présenté par le gouvernement à l'Assemblée Nationale, puis celui-ci devait être examiné par le Sénat.

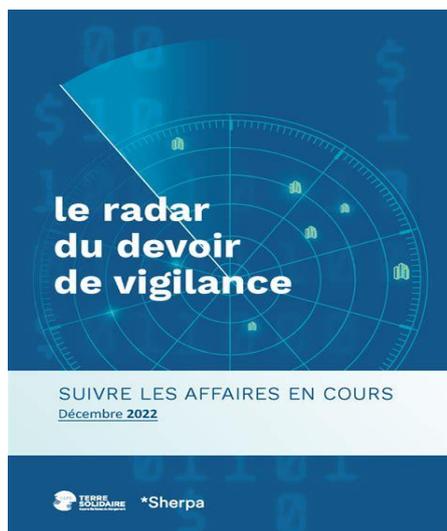
Malgré un timing très serré entre la publication du projet et la présentation à l'assemblée, les équipes du CCFD impliquées dans le réseau de plaidoyer local ont contacté leurs député(e)s (soit 70 élus) pour relayer les positions défendues par le national, dans le cadre du collectif « Nourrir » ([collectifnourrir.fr](http://collectifnourrir.fr)). Ce collectif a notamment été auditionné par une commission d'enquête parlementaire « visant à établir les raisons de la perte de souveraineté alimentaire de la France »....

*Des contacts ont été noués et des propositions d'amendement du collectif Nourrir ont été portées par des élus, permettant ainsi l'adoption en séance d'avancées, certes modestes, mais réelles : pas d'évolution sur la question de la souveraineté alimentaire mais introduction de quelques mesures concrètes pour aller vers la transition agroécologique.*

A l'issue de cette première phase, nous devons contacter les sénatrices et sénateurs pour essayer d'obtenir des avancées plus significatives. Le coup d'arrêt aux travaux fait que l'on ne sait pas si nous y serions parvenus, mais nous restons prêts à nous remobiliser le moment venu-

Des experts estiment qu'une transition de notre modèle agricole en Europe en quelques dizaines d'année est possible (Ten Years For Agroecology in Europe -TYFA- établi conjointement par l'IDDRI et le bureau d'études ASca), à la double condition de changer nos habitudes alimentaires et d'en avoir la volonté politique pour prendre les mesures adaptées : Sensibilisons sans attendre nos élus.

## DEVOIR DE VIGILANCE DES GRANDES ENTREPRISES



En 2017, l'Assemblée nationale a voté une loi sur le devoir de vigilance qui rend responsable les très grandes entreprises des atteintes aux droits humains et à l'environnement commises par leurs filiales, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs. Une loi de ce type vient d'être votée cette année au niveau de l'UE.

Au-delà des affaires en cours, l'enjeu est de pousser les entreprises, à travers des plans de vigilance, à éviter de produire de nouveaux dégâts aujourd'hui et demain.

### Une victoire au Cambodge devant la justice.... du Royaume-Uni

Dans la province de Koh Kong, une concession a été octroyée en 2006 par le gouvernement à la société cambodgienne KSL. De nombreuses familles d'agriculteurs ont été dépossédées des terres qu'ils cultivaient pour laisser la place à une grande plantation de canne à sucre.

Pour faire vivre leur famille, de nombreuses mères sont parties travailler à la capitale dans le textile et les enfants ont dû quitter l'école à partir de 12 ans et travailler, subissant de très dures conditions de travail pour un salaire de misère.

***Les paysans ne se sont pas résignés, ils ont manifesté, campé pendant des mois dans la capitale Phnom Penh pour demander justice, mais l'entreprise a envoyé des paramilitaires, menaçant les réfractaires et certains ont renoncé par peur.***

Aucun recours n'a pu être gagné localement. Avec le soutien d'Equitable Cambodia, une association locale de défense des droits humains, les communautés ont intenté en 2013 une action civile contre Tate & Lyle, une société basée au Royaume-Uni qui achète le sucre produit par KSL pour le revendre en Europe.

Après de dures négociations, le groupe KSL a restitué 300 hectares de terres à 200 ménages plaignants en 2015. Les discussions ont duré jusqu'en 2023, aboutissant enfin à un accord financier pour les familles concernées.

***Cette victoire marque un précédent important pour la défense des droits humains face à l'activité des entreprises au Cambodge et dans le monde entier.***

Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=YlxXPxcljNY>

### Et en France ?

Une dizaine d'affaires étaient jusqu'à présent bloquées pour des questions de procédures. La cour d'appel de Paris a créé cette année une chambre qui leur est dédiée. Celle-ci a rendu ses premières décisions et jugé recevables pour un examen au fond des actions judiciaires intentées contre Total Energies et EDF. L'action contre EDF est menée par PRODESC, un partenaire mexicain du CCFD Terre Solidaire.

## L'EXTRACTIVISME

Lithium, cobalt, les batteries électriques sont composées de minerais qualifiés de «critiques ». Critiques, car leur ressource est rare et que leur exploitation est chère. Leur extraction est particulièrement difficile, les dégâts sur l'environnement sont considérables et les populations aux abords de ces mines sont les premières victimes de cette ruée vers un or nouveau, celui des minerais du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Sous une pression productiviste et consumériste sans relâche, on creuse des mines dans des zones jusqu'alors préservées, on fore encore plus profond sous les mers en quête de nouveaux gisements pétroliers.**

**L'extractivisme contemporain, c'est aussi le pillage du bois des forêts tropicales, l'épuisement des sols par l'agriculture industrielle (monocultures alimentaires, énergétiques, forestières), la captation de l'eau pour des barrages hydroélectriques, l'épuisement des ressources de la mer par la pêche intensive ....**

Du 16 au 20 octobre dernier, un forum social thématique sur les mines et l'extractivisme a rassemblé 350 membres d'organisations de 53 pays de tous les continents, à Semarang en Indonésie.

La crise sanitaire du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont accéléré cette évolution. Dans les pays industrialisés, les nouvelles feuilles de route énergétiques font la part belle aux voitures électriques, aux éoliennes, aux panneaux solaires, au stockage de l'énergie, technologies consommatrices d'une kyrielle de matières premières : cobalt, lithium, nickel, chrome, cuivre, tantale, terres rares...

**La lutte contre le dérèglement climatique est ainsi utilisée pour justifier le développement de mines et l'excavation d'une gamme grandissante de matériaux.**

---

### INDONÉSIE, LA FIÈVRE DU NICKEL

Déterminée, la jeune paysanne s'avance pour témoigner de la lutte de sa communauté, lors du deuxième Forum social thématique sur les mines et l'extractivisme. La culture du poivre, qui fait vivre 10 000 personnes à Tanamalia, dans la province indonésienne du Sulawesi du Sud, menace d'être engloutie par le projet d'extension de la mine de nickel de Vale Indonesia. Les dommages toucheront aussi la forêt tropicale et le lac adjacents. « *On luttait contre les mines de charbon, le nickel a pris la relève* », déplore Muhammad Al Amin, directeur régional de l'ONG Walhi.

### **MINERAIS POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE : SOLUTION OU CATASTROPHE ?**

**Réservez votre soirée du jeudi 21 novembre, 20h30 salle DUNOYER DE SEGONZAC  
VIROFLAY**